

Scrutin du 4 mai : un poker-menteur électoral

Avant même que ne s'ouvre la campagne, le doute commence déjà à tarauder les esprits de la plupart des partis «périphériques» ayant précipitamment décidé de participer aux prochaines législatives. A moins de se dédire en se retirant assez tôt, tout en le faisant savoir publiquement, les rares appareils dont le socle social est irréfutable (FFS, RCD et le bloc islamiste) devront, par conséquent, ravalier leur amertume au moment où il leur faudra constituer des listes alors que le contexte social se prête si peu à ces enjeux faussement électifs. Car le fait de plaider sur la place publique pour le rendez-vous des urnes au moment où le panier de la ménagère est à moitié vide produira, à n'en pas douter, des effets désastreux. En sachant à l'avance qu'en réponse à leurs surenchères oratoires, ils risqueront fort d'être désavoués par l'opinion, ils n'auront alors d'autres recours alternatifs que de faire campagne sur les thématiques officielles. On les verra alors s'efforçant de fourguer de vieilles promesses ayant servi déjà à la promotion d'anciennes législatives. A vrai dire, il n'y aura rien d'autre à attendre et... entendre de la part de ces professionnels de la contrefaçon en politique si ce n'est la mauvaise musique de la démagogie recuite qui leur servira de programme. Faussaires patentés, ils se présenteront à partir du mois d'avril devant des auditoires dubitatifs afin de faire l'éloge d'une démocratie dont ils furent pourtant les complices de son avilissement. Sur le mode de la flagornerie, ils n'hésiteront pas à user de la

louange au profit d'une gouvernance détentrice des clés de la manipulation des scrutins ; et cela afin d'accéder à sa bonne grâce. Il en est ainsi de l'ensemble des agitateurs politiques, et ce, quelles que soient leurs enseignes partisanses.

A l'exception du binôme FLN-RND, qui constitue l'ossature et le référent doctrinal du régime, le reste des partis n'a-t-il pas d'ailleurs fini par succomber à une certaine docilité assimilable à de la compromission, au moment où l'impérieuse nécessité de gagner en visibilité les encourage à pactiser avec le pouvoir. Et c'est sur ce levier que ce dernier s'appuiera lors des élections afin d'accorder des quotas de sièges au Parlement. C'est ainsi que cycliquement, il en est même venu à agrandir cette clientèle de «partillons» par le biais des agréments, comme cela fut le cas en 2012 lorsqu'une nouvelle «promotion» de 17 partis fut autorisée à exercer. Etonnamment, elle sera suivie par une seconde à la veille de la dernière présidentielle (2014) ! Or, ces facilitations administratives qui survinrent dans des contextes précis, alors que rien de notoirement positif n'accréditait le comportement du pouvoir, ont montré clairement que nous avions affaire à des opérations de noyautage destinées à mettre en difficulté la contestation des courants traditionnels de l'opposition : FFS, RCD et PT. In fine, il pense et espère que la multiplication des tribunes partisanses finirait bien par rendre inaudibles les plus sérieuses et les mieux structurées. A travers cette ahurissante arithmétique (52 partis),

l'on comprend parfaitement à quoi serviraient ces appareils et à quel usage ces factions seraient actionnées ponctuellement. Car, au-delà des sigles qui prétendent les identifier, voire les différencier, ils ne sont globalement considérés que comme la «boîte à outils» du régime. Celle à partir de laquelle il sera en mesure de tenir en laisse le pôle islamiste en l'obligeant discrètement à gommer ses exigences et, dans le même temps, mettre sous pression le FFS et le RCD essentiellement afin qu'ils contribuent à donner du sens aux prochains scrutins sous peine de réorienter les quotas vers des partis du même profil dont le modèle serait le «mouvement» de Amara Benyounès.

Face donc au multipartisme, le cheminement de Bouteflika n'a-t-il pas toujours été strictement tactique ? C'est ainsi, qu'après lui avoir imposé un numerus clausus au cours des trois premiers mandats, il a décidé d'inonder le champ politique en optant pour un agrément de «masse». Ceci expliquant cela, l'on constate qu'il ne fit qu'inverser simplement les termes de la vieille polémique qu'il suscita lorsqu'il opposa un refus à Taleb Ibrahim qui souhaitait alors créer son propre parti.

Autre temps, autre stratégie, pourrait-on dire à propos de cette fausse révolution copernicienne d'un régime affaibli auquel il ne reste que le recours aux subterfuges pour ne pas sombrer. N'ayant pas foncièrement changé d'un iota quant à sa perception des libertés publiques, il s'était contenté, par le passé récent, de changer de perspective en démultipliant les tribunes avec le secret désir de faire coup double toutes les fois où les enjeux des urnes excitent les strates peuplées de politiciens. Or, dans les semaines prochaines, l'on verra et l'on entendra de moins en moins les partis, attirés par le mirage de la transparence, décliner leurs promesses. Par contre, il faudra s'attendre à un vaste déploiement de slogans appelant au civisme des urnes et dénonçant l'abstention. Même les candidats ne peuvent que s'en



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

remettre personnellement à la «charité» de la machine de propagande pour plaider leur cause, vainement. Il est vrai que la dissidence de l'électorat est un aspect vérifiable après plusieurs scrutins. Elle pourrait, cette fois encore, faire des ravages tant la fébrilité est à son comble actuellement face à la spirale de l'appauvrissement rendu, de surcroît, pathétique au vu de l'incompétence notoire de la gouvernance. Et si, au soir du 4 mai, toute la colère, longtemps contenue, d'un pays venait à s'exprimer par une abstention massive, comment réagirait alors un pouvoir privé de la ratification indirecte d'un vote sur lequel il avait tout misé pour ravalier une image et une légitimité tout à fait détériorées ? Saura-t-il se soumettre à la bérézina et remettre les clés de l'Etat ou, au contraire, falsifiera-t-il, une fois de trop, le diagnostic des urnes ? Voilà deux questions que d'aucuns qualifieront de procédés provocateurs... ! C'est d'ailleurs ainsi que l'on a pris l'habitude de juger la moindre interrogation qui ne fait pas l'économie du parler-vrai.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction ainsi que l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie*, attristés par le décès de

Boudjemaâ Kaboub

frère de leur collègue et ami Amar Kaboub, présentent leurs sincères condoléances à la famille du défunt et l'assurent de toute leur sympathie.

Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@laalamhakimus](https://twitter.com/laalamhakimus)



La stratégie des quotas ? Ou les quotas stratégiques ?

Devinette ! A quel objet l'exécutif est-il allergique ?

Une boussole !

J'avoue que j'ai été littéralement soufflé par l'intitulé du communiqué : «Le FFS tient un conseil national consacré à la stratégie du parti dans la perspective des législatives.» Sahbi ! Tout un Conseil Et National, Khouya ! Rien que pour discuter et élaborer une stratégie en vue des législatives ! Les bras m'en tombent ... dans l'urne déjà ouverte ! Dites, les camarades du FFS, on parle bien des élections DZ ? Du scrutin à venir ? Des législatives dialna ? Et donc, pour ça, faut réunir un Conseil National qui va cogiter sur une STRATEGIE. Oui, je suis bien obligé de mettre ce mot en majuscules. Ça me semble tellement énorme qu'on l'utilise pour un événement pareil. Vous m'auriez dit «une stratégie pour bouter dehors le régime», ou encore «une stratégie de combat républicain pour enrayer l'immobilisme et l'incompétence», j'y aurais souscrit avec ferh' et sourire !

Mais une stratégie pour les législatives ? Et pourquoi on ne ferait pas court, les copains, hein ? Un truc moins pompeux, un chouia pas ronflant, moins bling-bling que stratégie. Par exemple, le mot « QUOTAS ». C'est mieux, quotas, non ? D'abord, c'est juste six lettres au lieu de dix pour STRATEGIES, au pluriel. Ensuite, ça sonne mieux, quotas. Ça chuinte, quotas. C'est dans le velours phonique. Alors que les deux «S» dans stratégies rendent un son métallique désagréable. Comment vous dire ? Presque aussi désagréable que les deux «R» dans le mot «arrangements». Vous les entendez fort, les deux R dans «aRRangements», n'est-ce pas ? Vous les voyez même venir de loin. De tellement loin que, quelque part, l'un dans l'autre, vous vous dites que c'est ... stratégique. Stratégique ? Qui déjà affirmait que sa participation aux législatives était d'ordre strictement stratégique ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.